

ACTIONS DE L'UE DANS LE DOMAINE DE LA REFORME DE LA POLICE

La Commission européenne bénéficie d'une expérience non négligeable dans le secteur de la police en République Démocratique du Congo, par le biais de ses précédents programmes d'appui à la police pendant la période de transition: appui à l'Unité de Police Intégrée, sécurisation du processus électoral, assistance technique au sein du Groupe Mixte de Réflexion sur la Réforme et la Réorganisation de la Police Nationale Congolaise.

Actuellement, l'appui de la Commission européenne se focalise sur **la restructuration de la gestion des ressources humaines au sein de la Police Nationale Congolaise** .

La Communauté Européenne, en collaboration étroite avec EUPOL (lien 031.03.02b) a soutenu les efforts du Comité de Suivi de la Réforme de la Police (CSRP), à travers une assistance technique, dans la définition d'un programme d'intervention que la Police nationale congolaise (PNC) s'apprête à mettre en œuvre en 2009-2010.

Le programme a débuté en 2008 par le projet de construction de locaux à mettre à disposition des directions des ressources humaines, du budget Finance et du service informatique de la Police qui seront les services au centre de cette réforme. Depuis, les services de la PNC sont à la maîtrise d'œuvre de leur bâtiment, surveillant attentivement et fièrement l'évolution du chantier dans des conditions difficiles. L'achèvement du chantier est prévu pour fin 2009.

Soucieuse de renforcer le partenariat institutionnel, la Commission européenne a sollicité le ministère des Infrastructures, des Travaux publics et de la Reconstruction afin d'assurer une formation à une trentaine d'éléments du génie, du service santé, de la logistique et aussi du budget et des finances de la PNC afin qu'ils puissent faire évoluer leurs connaissances.

L'ensemble de ce projet, bâtiment inclus, représente un budget de presque 10,8 millions d'euros, pour lequel la Commission européenne contribue à hauteur de 8,2 millions d'Euros.

La Commission européenne, après avoir assuré les conditions de travail du Secrétariat du CSRP en finançant la construction de leur bâtiment, appuiera ce dernier grâce à de l'assistance technique et des fonds pour des activités. Un budget de 1.5 millions d'euros y est consacré sur une période de deux ans.

Si la Commission européenne s'attache à la réforme de la police elle n'en oublie pas pour autant les difficultés quotidiennes des policiers dans l'exercice de leurs missions de sécurisation des personnes et des biens et de maintien et rétablissement de l'ordre public.

Ainsi, dans la continuité de son appui qui a déjà permis :

- la création de l'Unité de Police Intégrée (dont le mandat était la sécurisation des personnalités et des Institutions de la transition avec un budget de 8 millions d'euros)
- une participation de 25 millions d'euros (62% du budget) à la sécurisation du processus électoral aux côtés du gouvernement congolais, de la coopération britannique, des Pays Bas, de la Belgique et de la Suède
- la réflexion sur la réforme et
- le cofinancement, avec la coopération britannique, du séminaire national de restitution sur la Réforme qui rassembla PNC, société civile et toutes les parties prenantes congolaises,

la Commission européenne va maintenant accorder un budget de 10 millions d'euros à l'appui à la stabilisation dans l'Est de la RDC, dont 3,2 millions d'euros seront consacrés à la PNC. Ce financement viendra compléter les initiatives de la MONUC mais s'attachera surtout au renforcement des capacités opérationnelles, de formation et à la mobilité des services de polices dans le Nord et le Sud Kivu.

Lire l'interview du Général Michel Elesse, Secrétaire exécutif du comité de suivi de Réforme de la police (031.03.02b)